

DÉSINTOX Les réponses du gouvernement aux demandes des gilets jaunes ne profiteront pas aux plus démunis, mais affecteront à coup sûr le financement de la protection sociale.

Il n'y a pas de « tournant social »

Lés mesures concédées par le gouvernement suite au mouvement des gilets jaunes ont parfois été décrites comme un « tournant social » du quinquennat. Un qualificatif largement usurpé. Aucune de ces mesures ne concerne directement les plus pauvres de nos concitoyens. Le revenu de solidarité active (RSA) ne sera pas davantage revalorisé en 2019 qu'en 2018. Le gouvernement ne revient pas non plus sur la forte baisse programmée de l'aide personnalisée au logement (APL), qui va pénaliser les plus précaires, notamment les jeunes. Les chômeurs, dont la réforme programmée de l'assurance chômage vise à réduire les indemnités, ne tireront, eux non plus, aucun profit de ce plan. Au contraire, les mesures en faveur des heures supplémentaires défiscalisées et désocialisées vont leur compliquer significativement la tâche en dissuadant les entreprises de créer de nouveaux emplois.

L'arrêt de la hausse des taxes sur les carburants, lui, va d'abord profiter aux plus riches : 45 % des personnes du premier décile de revenus (c'est-à-dire les 10 % de Français les plus pauvres) n'ont pas de voiture, tandis que les ménages du dixième décile (les 10 % les plus riches) en possèdent 1,6 en moyenne, dont l'usage est plus polluant.

Il en va de même des heures supplémentaires défiscalisées et désocialisées qui, mécaniquement, apporteront un surcroît de revenu d'autant plus important que le salaire de base est élevé.

Par ailleurs, la non-imposition de ces heures ne profitera pas réellement aux smicards, bien souvent non imposables : là encore, l'avantage sera croissant avec le salaire. La même logique prévaut pour les éventuelles primes de fin d'année défiscalisées et désocialisées que le gouvernement incite les entreprises à verser.

Pas de hausse du Smic

Les 100 euros de plus pour les salariés autour du Smic ne sont pas une hausse du salaire minimum. Comme souvent, cette hausse de la prime d'activité risque de servir de prétexte aux employeurs pour refuser des augmentations de salaire auxquelles elle se substituera, transférant ainsi progressivement la charge de la rémunération des salariés

vers les contribuables. De plus, ces 100 euros tout comme les primes désocialisées n'entreront pas dans le décompte des indemnités de l'assurance chômage ou de l'assurance maladie, ni dans le calcul des retraites, ce qui pénalisera surtout les petits salaires.

De leur côté, certains salariés du secteur public profiteront certes de la hausse de la prime d'activité, mais ils seront très peu nombreux à être concernés. La grande majorité d'entre eux, dont les salaires sont quasiment bloqués depuis dix ans, ne recevra ni prime exceptionnelle, ni augmentation de leur employeur, au moment même où le gouvernement exhorte les entreprises privées à faire un effort sur les salaires...

Pas d'indexation pour les retraites

Enfin, en ce qui concerne les retraités, l'annulation de la hausse de la contribution sociale généralisée (CSG) pour les pensions comprises entre 1 200 et 2 000 euros corrige certes une injustice flagrante. Mais le gouvernement n'a pas remis en cause la mesure la plus inique prise à leur rencontre : la non-revalorisation en 2019 des retraites au niveau de l'inflation, un précédent qui sape les bases du contrat social entre actifs et retraités.

Plus généralement, la plupart des mesures annoncées contribuent à assécher les finances de l'Etat et de la protection sociale en les privant de ressources à des niveaux significatifs. Comme ces pertes ne sont pas compensées par une hausse des prélèvements sur les revenus des plus aisés, elles se traduiront nécessairement par un recul des services publics et une baisse des prestations sociales qui impacteront au premier chef les plus démunis. Non, décidément, ce n'était pas un « tournant social ».

■ G. D.



Emmanuel Macron n'a ni revalorisé le RSA, ni renoncé à la baisse de l'APL, par exemple.



SOCIÉTÉ

Les cinq fractures françaises

Le mouvement des gilets jaunes interroge les dynamiques inégalitaires qui travaillent la société française depuis plusieurs années.

Au départ, beaucoup craignaient le pire. Pensez donc: un mouvement qui naît hors syndicats et partis politiques, qui proteste contre une hausse des taxes sur l'essence, et d'où surgissent par-

fois des saillies sur les immigrés ou les « assistés ». Pourtant, après les premières journées de mobilisation, il a bien fallu se rendre à l'évidence: les gilets jaunes étaient l'un des mouvements sociaux les plus importants de ces dernières années – et sans conteste le plus

improbable. Il a en effet maintenu mobilisées pendant plus d'un mois des catégories sociales parmi les plus éloignées du jeu politique traditionnel. Des femmes et des hommes souvent situés entre le haut des classes moyennes et le bas des classes populaires, venus remettre frontalement en question les dynamiques inégalitaires qui, depuis plusieurs années, travaillent la société française.

Celles qui touchent au revenu, tout d'abord, et qui les condamnent à se serrer toujours davantage la ceinture, notamment face au poids croissant des dépenses de logement. L'injustice fiscale (voir page 26), ravivée par la suppression de l'impôt de soli-

REVENUS

Le pouvoir d'achat des plus modestes en berne

Au fond, cela aurait pu exploser bien avant. Car depuis dix ans, les revenus du bas de la distribution sont en berne. Selon les données de l'Insee, le niveau de vie* moyen des 40 % de Français les moins riches a diminué entre 2008 et 2016 (dernière année connue), cette diminution étant d'autant plus importante que les revenus sont faibles. Le chômage élevé, l'évolution du montant du Smic plus lente que celle de l'ensemble des salaires (un seul « coup de pouce » en 2012) et le développement des emplois à temps partiel, voire très partiel, expliquent en bonne partie cet appauvrissement.

Pour autant, le niveau de vie des 10 % les plus riches ayant diminué à peu près dans les mêmes proportions sur cette période, l'évolution des inégalités globales a pu sembler relativement contenue. Il faut cependant noter qu'une telle stagnation constitue un renversement de tendance historique : le niveau de vie moyen avait augmenté de plus de 10 % entre 2000 et 2008, mais aussi entre 1992 et 2000, et ainsi de suite... Si l'on regarde un

peu plus loin que la crise financière, d'ailleurs, le creusement des inégalités apparaît nettement. L'écart entre le niveau de vie annuel moyen des 10 % des Français les plus pauvres et celui des 10 % les plus riches était de près de 48 000 euros en 2016, alors qu'il était de « seulement » 37 000 euros en 1996.

Dépenses contraintes

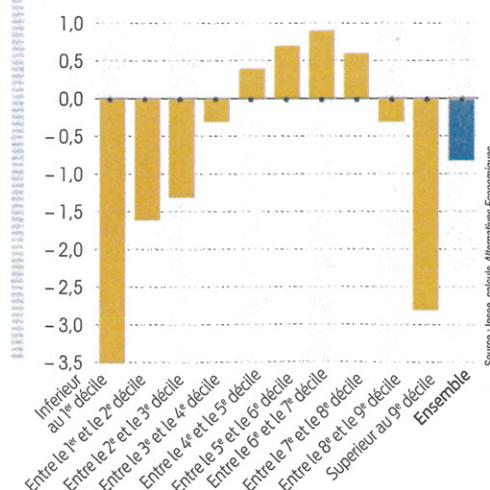
Cette morosité a été aggravée par le poids pris par les dépenses contraintes (logement, assurances, abonnements, cantines) dans le budget des ménages. Un poids qui a toujours été croissant depuis soixante ans, mais qui a progressé fortement depuis le début des années 2000 et qui frôle désormais les 30 %. Une enquête récente de la Drees (sur des données de 2011) a de plus montré que ces dépenses contraintes représentent 61 % du budget des personnes vivant sous le seuil de pauvreté et 39 % de celui des foyers « modestes » (situés entre le seuil de pauvreté et le 4^e décile de niveau de vie). Et si l'on inclut les dépenses alimentaires dans les dépenses préengagées, il ne reste alors aux 10 % des Français les moins aisés que 180 euros de revenu dit « arbitrage » pour payer les vêtements, les sorties ou encore... les pleins de carburant. Ce revenu arbitrage s'élève à 380 euros pour les 10 % de Français de la tranche juste au-dessus et 540 euros pour les 10 % encore

darité sur la fortune (ISF). L'inégale répartition de l'effort climatique, qui pèse le moins sur ceux qui polluent le plus. Le stigmate périurbain, enfin, qui réduit la France des ronds-points à une zone de relégation et de repli sur soi, en oubliant le dynamisme économique et démographique de ces territoires. Ces dynamiques inégalitaires ne datent pas de l'élection d'Emmanuel Macron ; mais la politique qu'il a menée jusqu'ici les a nourries bien plus qu'elle ne les a entravées. Et l'on peine à voir dans les mesures qu'il a fini par concéder de quoi convaincre les gilets jaunes, et avec eux l'ensemble des Français, du contraire.

■ Xavier Molénat

LES REVENUS DU BAS DE L'ÉCHELLE ONT SOUFFERT DEPUIS LA CRISE

Evolution des niveaux de vie moyens par décile entre 2008 et 2016 (euros constants), en %



Source : Insee, calculs Alternatives Economiques



- > **Niveau de vie** : revenu disponible du ménage divisé par le nombre d'unités de consommation qu'il comprend.
- > **Revenu disponible** : revenus déclarés par les ménages auxquels on ajoute les prestations sociales ainsi que les revenus non imposables du patrimoine, et dont on déduit les impôts directs.
- > **Unité de consommation** : l'Insee attribue 1 unité de consommation (UC) au premier adulte du ménage, 0,5 UC aux autres personnes de 14 ans et plus, et 0,3 UC aux enfants de moins de 14 ans.

► au-dessus. En 2015, l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale (Onpes) avait calculé que le revenu mensuel minimum nécessaire pour vivre décemment dans notre société se situait entre 1 424 euros pour une personne active seule et 3 284 euros pour un couple avec deux enfants. Au-dessus, bien au-dessus de ce dont disposent nombre de ménages. On comprend mieux pourquoi le sentiment de pauvreté se diffuse en bas de l'échelle sociale, bien au-delà de ce que saisissent les statistiques officielles (voir aussi page 83).

Cela sentait donc la poudre depuis un certain temps. Mais si la hausse des taxes sur les carburants a déclenché l'explosion, c'est sans doute qu'elle s'inscrivait dans une série de mesures prises par Emmanuel Macron et son gouvernement, qui avaient en commun de grever le pouvoir

d'achat des plus pauvres ou de conforter celui des plus aisés. On pense notamment à la diminution de cinq euros de l'aide personnalisée au logement (APL), à la hausse de la contribution sociale généralisée (CSG) pour les retraites supérieures à 1 200 euros et, surtout, à la suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF), qui semble avoir particulièrement choqué parmi les gilets jaunes. Des mesures emblématiques, face auxquelles l'augmentation en 2018 du minimum vieillesse et de l'allocation aux adultes handicapés (AAH) ne pèse que de peu de poids. D'autant que d'autres mauvaises nouvelles se profilent à l'horizon : désindexées de l'inflation, les retraites, l'APL et les allocations familiales n'augmenteront que de 0,3 % en 2019 et 2020. Les gilets jaunes ne tarderont peut-être pas à ressortir de la boîte à gants... ■ X.M.

IMMOBILIER

(Trop) cher logement

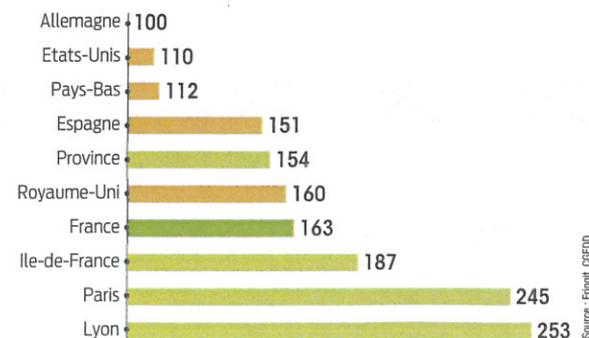
Le mouvement des gilets jaunes a démarré sur la question de la hausse des prix des carburants. Pourtant ceux-ci pèsent sensiblement moins aujourd'hui dans le budget des ménages qu'au début des années 1980, même si leur part a augmenté un peu depuis 2016. Un autre phénomène a sans doute pesé beaucoup plus lourd : la montée continue de la part des coûts liés au logement dans le budget des ménages. Depuis la crise de 2008, pendant que les revenus des Français stagnaient (voir page 11), les prix de l'immobilier ont continué de grimper, soutenus par la po-

litique monétaire très accommodante de la Banque centrale européenne (BCE).

Selon les données du Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD), la France est en effet le pays développé où les prix du logement

LA FRANCE CHAMPIONNE DES PRIX DE L'IMMOBILIER

Ratio entre le prix des logements et le revenu disponible des ménages à la mi-2018, base 100 = 2000



Construction de logements à Chessy (77). La quête d'un logement abordable éloigne du lieu de travail, d'où la dépendance à la voiture.

se sont le plus accrus au cours des deux dernières décennies, si on les rapporte aux revenus des ménages : mi-2018, ce ratio a augmenté de 63 % depuis 2000, contre 60 % au Royaume-Uni, 51 % en Espagne, 10 % aux Etats-Unis et... 0 % en Allemagne. Ce phénomène touche certes au premier chef Paris intramuros, où cette hausse est de 145 % depuis 2000, mais aussi Lyon, où cet indicateur a même davantage augmenté, à 153 %. Pour l'ensemble de la France métropolitaine hors Ile-de-France, cette hausse est quand même de 54 %, plus que dans la plupart des pays développés comparables.

Inégal accès à la propriété

Ce décalage rapidement croissant entre les prix de l'immobilier et les revenus des ménages a entraîné, tout d'abord, un

Un effort inégalement réparti

La cause est entendue : la lutte contre le réchauffement climatique, c'est « l'affaire de tous ». Pourtant, en la matière, nous n'avons pas « tous » le même effort à faire. Car les modes de vie des différentes catégories sociales sont inégalement émetteurs de CO₂. Il faut plonger dans les profondeurs de la statistique publique, étonnamment peu disert sur le sujet, pour le vérifier.

Une étude de l'Insee datant de... 2010 est néanmoins éloquent : elle établit notamment le fait que « les 20 % des ménages les plus aisés induisent, via leurs achats, 29 % des émissions de CO₂, alors que les ménages les plus modestes n'en induisent que 11 % ». Les statisticiens établissent, certes, que la teneur moyenne en CO₂ de chaque euro dépensé est décroissante avec le niveau de vie, la part des consommations peu émettrices (culture, loisirs, cafés et restaurants) étant plus importante chez les cadres, par exemple, que chez les ouvriers ou employés. Mais cette vertu pèse peu face aux différences de volumes consommés : les ménages aisés prennent bien plus souvent l'avion, possèdent en moyenne

des voitures plus lourdes avec lesquelles ils font davantage de kilomètres, ont des logements plus grands nécessitant davantage de chauffage, sont bien plus équipés en appareils électroménagers énergivores...

Angle mort

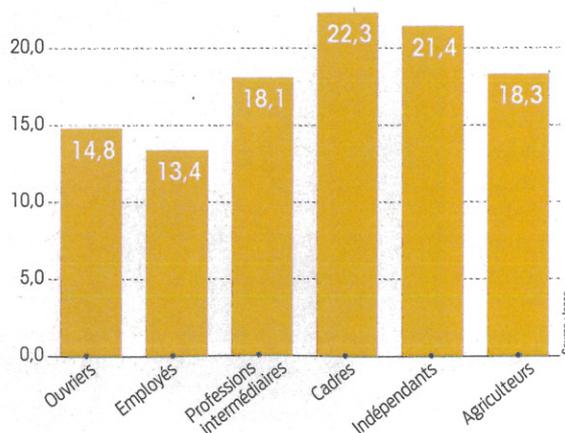
Peu suivi statistiquement, cet inégal impact environnemental des modes de vie constitue, comme l'a montré le sociologue Jean-Baptiste Comby [1], un angle mort du débat public focalisé sur les « gestes du quotidien » et la responsabilisation des individus. A l'image de la désormais honnie taxe carbone sur les carburants, dont le but est, en renchérissant le coût des énergies fossiles, d'orienter les individus vers des modes de transport et de chauffage moins polluants.

Il aura fallu le mouvement des gilets jaunes pour prendre pleinement conscience, d'une part, du fait que nous n'avons pas « tous » d'alternative à la voiture. Et, d'autre part, que, comme toutes les taxes sur la consommation, la taxe carbone est régressive : elle pèse quatre à cinq fois plus, selon les estimations, dans le budget des 10 % les plus pauvres que dans le budget des plus riches.

Des mécanismes de compensation existent bien (chèque énergie, prime à la reconversion des vieux véhicules, aide au remplacement des chaudières au fioul...), mais leur portée actuelle reste nettement insuffisante pour permettre de conjuguer lutte contre le réchauffement climatique et justice sociale. ■ X. M.

LES CADRES POLLUENT 1,5 FOIS PLUS QUE LES OUVRIERS

Tonnes de CO₂ émises par ménage, en 2010



Source : Insee

éloignement de plus en plus important entre lieux de travail et domicile pour trouver des prix abordables. Ce qui contribue à rendre les Français plus sensibles que leurs voisins aux prix des carburants.

Il entraîne aussi des inégalités de plus en plus massives face à l'accès à la propriété : sans héritage ou aide significative des parents, il est devenu quasiment impossible à la plupart des Français d'acheter un logement dans les zones où se concentrent les emplois. Ce qui creuse également les inégalités de niveaux de vie, à revenus équivalents, entre les ménages propriétaires et ceux qui sont locataires ou accédants à la propriété, suscitant des frustrations qui se sont probablement exprimées dans les rues à la fin de l'an dernier.

■ Guillaume Duval

DÉCLASSEMENT

Des classes moyennes en panne d'avenir

Employés, artisans, infirmiers, ouvriers qualifiés..., les profils croisés par les observateurs sur les ronds-points semblent indiquer que c'est moins la France des exclus qui s'est mobilisée que les fractions stables des classes populaires et de la petite classe moyenne : le haut du panier de la France d'en bas, en quelque sorte. Cette France intermédiaire au budget « ric-rac », loin d'être pauvre mais encore plus loin d'être riche, doit faire face à un décalage croissant entre ses aspirations et sa trajectoire. Pour beaucoup de ses membres, les Trenté Glorieuses restent l'aune à laquelle se formulent les espérances, synonymes de société salariale stable, où les diplômes garantissent les positions et une mobilité sociale toujours plus ascendante.

Mécanisme grippé

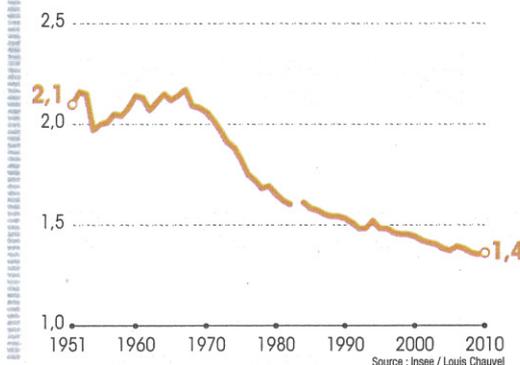
Or, comme l'a signalé Louis Chauvel (dans *La spirale du déclassement*, Le Seuil, 2016), tous les piliers de cet idéal se sont, sinon effondrés, du moins effrités. La précarisation et la polarisation de l'emploi (accroissement des emplois peu et très qualifiés au détriment des qualifications intermédiaires) ainsi que le chômage persistant ont, entre autres, grippé la belle mécanique. La rentabilité des diplômes est aujourd'hui plus incertaine, moins immédiate (même si personne n'envie le sort des non-diplômés). Et, dans les professions intermédiaires, on regarde fébrilement les salaires se rapprocher doucement mais sûrement du bas de l'échelle des rémunérations. Quant à la mobilité sociale, elle n'évolue plus depuis un certain temps.

La société française n'est pas figée : en 2014-2015, entre 30 et 59 ans, un quart des fils des professions intermédiaires apparte-

naient par exemple à la catégorie cadres et professions intellectuelles supérieures. Mais les logiques de reproduction sociale font sentir tout leur poids (un fils de cadre sur deux est lui-même cadre, *idem* chez les ouvriers), qui ne diminue plus. Et encore, ces données ne concernent que des

LE DÉCLASSEMENT SALARIAL DES CLASSES MOYENNES

Rapport entre le salaire net moyen des professions intermédiaires et celui des ouvriers



générations déjà âgées, puisque nées au plus tard en 1984...

Ces (petites) classes moyennes ne sont pas au bord du gouffre, mais la stagnation de leur pouvoir d'achat (voir page 11) bouche leurs perspectives et ravive la fameuse « peur du déclassement ». Une peur certes ancienne, mais que l'actuel gouvernement entretient avec une réforme comme Parcoursup, qui, en introduisant une sélection de fait à l'entrée de l'université, rend encore un peu plus aléatoire l'avenir de ces groupes intermédiaires et renforce leur crispation sur les enjeux scolaires.

Ces groupes peuvent plus généralement se sentir quelque peu oubliés des politiques publiques qui, par temps de crise, tendent désormais à se focaliser sur l'assistance aux plus pauvres et aux plus riches, et attise le ressentiment des laissés-pour-compte de l'entre-deux. Il aura fallu la détermination et la spontanéité des gilets jaunes pour les mettre, pour une fois, au centre du jeu politique. Mais combien de temps cela durera-t-il ?

■ X. M.



Infirmière libérale en zone rurale située à 30 km de Lyon. La classe moyenne se sent quelque peu oubliée des politiques publiques.

Philippe Mele - AFP

Périurbain et zones rurales : un malaise plutôt qu'un déclin

Les gilets jaunes, une révolte de la « France périphérique » ? La grille de lecture de l'essayiste Christophe Guilluy, opposant des métropoles mondialisées et dynamiques à des territoires périurbains et ruraux relégués, était en filigrane de nombreux commentaires sur ce mouvement social. La mobilisation semble en effet avoir été particulièrement forte dans le périurbain, notamment dans celui des villes industrielles en crise. Nos confrères du *Monde* ont par exemple remarqué que la carte des lycées bloqués pendant le mois de décembre, souvent situés dans les villes moyennes et les couronnes des grandes métropoles, différait nettement des mobilisations classiques. Les classes « modestes » (ouvriers qualifiés, employés, petits indépendants...) qui semblent avoir été au cœur du mouvement des

gilets jaunes sont, il est vrai, légèrement surreprésentées dans les territoires périurbains.

Pourtant, cette lecture ne résiste pas à l'analyse. D'abord, parce que, loin d'être des zones de relégation pour les pauvres, les territoires non métropolitains sont socialement très divers.

Ensuite, parce qu'en raison de la mobilité des Français, « *la dichotomie urbain-rural n'est quasiment plus opérante nulle part* », note l'urbaniste Daniel Béhar. Si les métropoles sont en moyenne celles qui ont concentré le plus d'emplois depuis quarante ans, leurs bons scores sont essentiellement tirés par cinq ou six d'entre elles (Toulouse, Montpellier, Nantes, Bordeaux, Rennes et Lyon), pendant que d'autres sont à la traîne (Saint-Etienne, Rouen, Nice, Lille...).

Dans le même temps, les territoires non métropolitains s'en sont globalement bien sortis, notamment grâce au système de protection sociale français, qui, en redistribuant les revenus, corrige fortement les inégalités territoriales et permet au tissu économique de résister ou se développer ^[1]. A cela s'ajoute une attractivité démographique désormais solidement établie. Depuis les années 1970, 4,5 millions de personnes ont quitté les villes pour la campagne, a calculé l'urbaniste et démographe Pierre Merlin.

D'où vient alors le malaise qui explique le succès des gilets jaunes et du concept de France périphérique ? Probablement de la pé-

riurbanisation, particulièrement importante dans l'Hexagone. En s'éloignant des villes, des ménages plutôt modestes ont pu devenir propriétaires. Aujourd'hui, le piège de l'étalement urbain et du « système automobile » (voir page 18) se referme. Les habitants des couronnes périurbaines et des territoires hors zones urbaines sont ainsi les plus frappés par la vulnérabilité énergétique*. Comme le résume le géographe

« L'offre périurbaine a fixé dans la campagne une France contrainte, plus que tout autre sensible aux variations de ses conditions matérielles de vie »

SAMUEL DEPRAZ, géographe

Samuel Depraz : « *L'offre périurbaine a fixé dans la campagne une France contrainte, plus que tout autre sensible aux variations de ses conditions matérielles de vie.* »

Mépris des puissants

Deuxième explication plausible : un sentiment de mépris. Périurbains « fermés », « égoïstes », « pollueurs » ; ruraux « conservateurs », voire « racistes » : le discours dominant n'est généralement pas tendre pour ceux qui vivent loin des centres-ville, comme le rappelle le chercheur Eric Charmes dans son dernier ouvrage ^[2]. L'historien Gérard Noiriel note que beaucoup de gilets jaunes ont parlé de malaise général et de « ras-le-bol généralisé » : « *Avoir mal partout* signifie aussi souffrir dans sa dignité. C'est pourquoi la dénonciation du mépris des puissants revient presque toujours dans les grandes luttes populaires et celle des gilets jaunes n'a fait que confirmer la règle. » Une fracture symbolique profonde, mais qui ne coûterait pas cher à réduire.

■ Vincent Grimault

* **Vulnérabilité énergétique** : situation dans laquelle les dépenses contraintes de chauffage et de carburants d'un ménage s'élèvent à plus du double de la médiane des ménages en France.

[1] Voir « Les campagnes sont de retour », *Les Dossiers d'Alternatives Economiques* n° 16, décembre 2018.

[2] *La revanche des villages. Essai sur la France périurbaine*, Le Seuil, janvier 2019.



Périurbain et zones rurales : un malaise plutôt qu'un déclin

Les gilets jaunes, une révolte de la « France périphérique » ? La grille de lecture de l'essayiste Christophe Guilluy, opposant des métropoles mondialisées et dynamiques à des territoires périurbains et ruraux relégués, était en filigrane de nombreux commentaires sur ce mouvement social. La mobilisation semble en effet avoir été particulièrement forte dans le périurbain, notamment dans celui des villes industrielles en crise. Nos confrères du *Monde* ont par exemple remarqué que la carte des lycées bloqués pendant le mois de décembre, souvent situés dans les villes moyennes et les couronnes des grandes métropoles, différait nettement des mobilisations classiques. Les classes « modestes » (ouvriers qualifiés, employés, petits indépendants...) qui semblent avoir été au cœur du mouvement des

gilets jaunes sont, il est vrai, légèrement surreprésentées dans les territoires périurbains.

Pourtant, cette lecture ne résiste pas à l'analyse. D'abord, parce que, loin d'être des zones de relégation pour les pauvres, les territoires non métropolitains sont socialement très divers.

Ensuite, parce qu'en raison de la mobilité des Français, « *la dichotomie urbain-rural n'est quasiment plus opérante nulle part* », note l'urbaniste Daniel Béhar. Si les métropoles sont en moyenne celles qui ont concentré le plus d'emplois depuis quarante ans, leurs bons scores sont essentiellement tirés par cinq ou six d'entre elles (Toulouse, Montpellier, Nantes, Bordeaux, Rennes et Lyon), pendant que d'autres sont à la traîne (Saint-Etienne, Rouen, Nice, Lille...).

Dans le même temps, les territoires non métropolitains s'en sont globalement bien sortis, notamment grâce au système de protection sociale français, qui, en redistribuant les revenus, corrige fortement les inégalités territoriales et permet au tissu économique de résister ou se développer ^[1]. A cela s'ajoute une attractivité démographique désormais solidement établie. Depuis les années 1970, 4,5 millions de personnes ont quitté les villes pour la campagne, a calculé l'urbaniste et démographe Pierre Merlin.

D'où vient alors le malaise qui explique le succès des gilets jaunes et du concept de France périphérique ? Probablement de la pé-

riurbanisation, particulièrement importante dans l'Hexagone. En s'éloignant des villes, des ménages plutôt modestes ont pu devenir propriétaires. Aujourd'hui, le piège de l'étalement urbain et du « système automobile » (voir page 18) se referme. Les habitants des couronnes périurbaines et des territoires hors zones urbaines sont ainsi les plus frappés par la vulnérabilité énergétique*. Comme le résume le géographe

« L'offre périurbaine a fixé dans la campagne une France contrainte, plus que tout autre sensible aux variations de ses conditions matérielles de vie »

SAMUEL DEPRAZ, géographe

Samuel Depraz : « *L'offre périurbaine a fixé dans la campagne une France contrainte, plus que tout autre sensible aux variations de ses conditions matérielles de vie.* »

Mépris des puissants

Deuxième explication plausible : un sentiment de mépris. Périurbains « fermés », « égoïstes », « pollueurs » ; ruraux « conservateurs », voire « racistes » : le discours dominant n'est généralement pas tendre pour ceux qui vivent loin des centres-ville, comme le rappelle le chercheur Eric Charmes dans son dernier ouvrage ^[2]. L'historien Gérard Noiriel note que beaucoup de gilets jaunes ont parlé de malaise général et de « ras-le-bol généralisé » : « *Avoir mal partout* » signifie aussi souffrir dans sa dignité. C'est pourquoi la dénonciation du mépris des puissants revient presque toujours dans les grandes luttes populaires et celle des gilets jaunes n'a fait que confirmer la règle. » Une fracture symbolique profonde, mais qui ne coûterait pas cher à réduire.

■ Vincent Grimault

* **Vulnérabilité énergétique** : situation dans laquelle les dépenses contraintes de chauffage et de carburants d'un ménage s'élevaient à plus du double de la médiane des ménages en France.

[1] Voir « Les campagnes sont de retour », *Les Dossiers d'Alternatives Economiques* n° 16, décembre 2018.

[2] *La revanche des villages. Essai sur la France périurbaine*, Le Seuil, janvier 2019.





PHILIPPE FRÉMEAUX

Gilets jaunes Le mouvement des gilets jaunes est riche de leçons. La première tient aux conditions de son

émergence. Après avoir révolutionné l'amour avec les sites de rencontres, Internet vient donc de donner naissance à un mouvement social sans précédent. Des centaines de milliers de personnes se sont rassemblées, ont occupé les ronds-points, envahi les beaux quartiers de la capitale et contraint le pouvoir à entendre leurs revendications. Seconde leçon : des travailleurs aux faibles ressources, salariés ou indépendants, souvent précaires, dont beaucoup de femmes, ont pris la parole. Des personnes qui, au-delà de leur diversité, brossent un tableau très ressemblant, non pas des plus exclus, mais des victimes

La dynamique perverse que l'on pouvait redouter au soir de l'élection d'Emmanuel Macron est en marche

ordinaires de l'insécurité sociale produite par quarante ans de chômage de masse et de nécessaire « flexibilisation » du marché du travail. Troisième leçon : ces personnes, généralement sans attaches politiques ou syndicales, en état de quasi-anomie, se sont muées en quelques semaines en un groupe en fusion porteur d'une révolte collective qui témoigne d'une envie persistante de faire société. Reste un problème : la dynamique délétère que l'on pouvait redouter au soir de l'élection d'Emmanuel Macron semble en marche. Alors que les revendications des gilets jaunes sont souvent proches de celles historiquement portées par la gauche, le rejet exprimé par une large partie de la population à l'égard de la politique menée et du mode d'exercice du pouvoir d'Emmanuel Macron paraît plutôt nourrir le ressentiment qui porte la droite extrême.

Smic Les revenus de quatre millions de salariés devraient donc progresser de 100 euros début février. Qui va payer ? Pas les employeurs, puisqu'Emmanuel Macron a choisi d'accroître la prime d'activité, financée par l'impôt. A rebours de Pedro Sanchez, le président du Conseil espagnol,

qui vient d'augmenter le Smic de 22 % au 1^{er} janvier, notre président suit l'opinion dominante chez les économistes, qui redoutent qu'une hausse du Smic diminue le nombre d'emplois offerts aux travailleurs les plus victimes du chômage. Dont acte. Peut-on observer néanmoins que le niveau des salaires, dans nos sociétés, reflète moins leur « productivité marginale » que la valeur reconnue aux différents types de travail, une valeur fortement variable dans le temps et dans l'espace ? Le niveau global des richesses à distribuer dans un pays dépend de sa capacité à produire efficacement. La France est ainsi un pays riche parce qu'elle est productive, dispose d'une main-d'œuvre qualifiée, d'un stock de capital matériel et immatériel considérable... Mais la manière dont les richesses sont réparties n'est pas le produit d'une loi physico-chimique. Pourquoi l'infirmière anesthésiste gagne 100 fois moins que le banquier qui spéculé sur les marchés ? Pourquoi l'auxiliaire de vie sociale qui accompagne nos aînés gagne le Smic, sinon parce que nous considérons son travail comme sans grande valeur ? C'est aussi cette absence de reconnaissance sociale que la révolte des gilets jaunes a mise en lumière. Bonne nouvelle.

Brexit Les difficultés de Theresa May témoignent des transformations de la scène politique anglaise. Alors que, depuis un siècle, conservateurs et travaillistes incarnaient la division entre élites aisées et classes populaires, l'opposition entre partisans du *leave* et partisans du *remain* passe désormais au sein des deux partis, reflétant en cela les fractures de l'électorat. Défendent ainsi le *leave* aussi bien des ultralibéraux que des salariés et des chômeurs qui aspirent à revenir à un système social plus protecteur, le tout sur fond de nostalgie nationaliste. Les *remainers*, pour leur part, sont tout autant divisés. On y rencontre les élites économiques satisfaites de l'Europe actuelle, mais aussi de nombreux citoyens refusant un repli sur l'espace national qui n'apporte pas de solution aux défis actuels, tout en souhaitant faire évoluer la construction européenne. Bref, toute ressemblance avec la scène française serait pure coïncidence. ■